

## THEME 2

- on cherche toujours à améliorer l'existant mais pas de mise en perspective sur le long terme : on discute des « fondamentaux » de l'école (lire, écrire, compter) mais on oublie l'apprentissage des relations humaines qui peut se définir par un « savoir dialoguer ».
- si dialoguer peut être ajouté aux fondamentaux, alors ceux-ci permettent la formation tout au long de la vie.
- Au travers de l'instruction, faire passer des valeurs éducatives et donc de ce fait éduquer : respect d'autrui, sens de l'effort, reconnaissance du travail comme valeur d'intégration dans le groupe, dans la société.
- des questions sur l'école, trouveraient une réponse si dès le début on mettait la relation humaine en tant qu'enseignement (pour les adultes comme pour les élèves).
- oui aux ouvertures sur l'extérieur mais avec des priorités et selon les niveaux d'enseignement.
- A différents niveaux du système éducatif, on observe une diminution des heures d'instruction au profit de l'autonomie du travail des lycéens/étudiants, heures qui se trouvent captées par l'extra-scolaire au détriment de l'effort scolaire : n'est-ce pas contre éducatif ?
- Les valeurs éducatives proposées par l'école s'opposent aux modèles affichés par la société. N'est-ce pas illusoire de donner ce rôle de transmission à la seule école ?

### Les missions de l'école à l'heure de l'Europe

#### 1. Eduquer et instruire

La crise des institutions « éducatives » et les difficultés économiques rendent plus difficile aujourd'hui l'acte d'enseignement.

- ♦ un nombre croissant d'enfants manque de repères (parents au chômage, règles de vie collective non intégrées, absentéisme...).
- ♦ l'école reste souvent seule pour essayer de compenser les carences éducatives (l'Eglise, l'Armée par exemple ne jouent plus ce rôle comme avant...).
- ♦ les médias, en particulier la télévision, diffusent des valeurs souvent contraires à celles que l'école de la république se doit de promouvoir (solidarité, respect des autres, valeur du savoir...)

Le métier d'enseignant évolue : la transmission du savoir (l'instruction) doit souvent laisser la place à l'éducation (l'intégration des règles de vie collective). L'accompagnement social prend le pas sur l'enseignement proprement dit.

#### *QUESTIONS :*

- la formation des enseignants, leur donne-t-elle le moyen de faire face à ce nouvel enjeu ?
  - L'apprentissage des savoir-être ne se fait-il pas au détriment des savoirs et savoir-faire (exemple des PPCP) ?
  - Comment conserver la spécificité professionnelle du métier d'enseignant ?
  - Quelle place à l'école pour le vie scolaire, les assistants d'éducation, les personnels d'orientation, de santé et de service social ?
  - Les petits établissements ne permettent-ils pas un meilleur encadrement des élèves ?

Le constat qui s'effectue en regardant l'école qui est souhaitée unie et républicaine fait apparaître des situations différentes et complexes en fonction du contexte social et des situations familiales.

Dans les secteurs à forte densité de population et sensibles, les établissements sont parfois trop importants, ce qui provoque un phénomène de massification qui déstabilise en particulier les élèves les plus fragiles.

La notion de l'enfant-roi étant trop souvent érigée en principe de fonctionnement, l'équilibre entre les heures d'enseignement et d'éducation doit être gérée. L'apprentissage de la vie en société et citoyenne trouve sa place dans les PPCP. Une formation plus spécifique des enseignants devient indispensable pour remplir les missions qui sont les leurs. Le rôle et le développement des métiers autour de l'École doivent être accentués (éducateurs, assistants sociaux, psychologues, infirmières, orthophoniste...).

## 2. L'Ecole et l'Europe

Nous manquons d'informations sur le fonctionnement des autres systèmes éducatifs en Europe. Une mise en commun des difficultés et des réponses apportées dans les différents pays serait pourtant utile. L'ouverture sur l'Europe est peu développée dans l'établissement (absence d'échanges par exemple) mais les besoins semblent moindres pour les formations professionnelles du secteur industriel de niveau V et IV que pour les formations de « services » ou de niveau post-bac. La reconnaissance des formations professionnelles par les entreprises est déjà un enjeu national (avant d'en être un sur le plan européen).

### **THEME 7** : Reconnaissance et organisation de la voie professionnelle

- contrer le discours négatif de l'Institution scolaire sur le Lycée professionnel en mettant en avant les témoignages positifs des jeunes qui réussissent ainsi que celui des familles qui y ont trouvé une solution satisfaisante.
- parler et témoigner des promotions possibles à partir d'une qualification acquise par la voie professionnelle : du CAP → BTS (ou plus) du salariat à l'entrepreneuriat (artisanat, société de services etc ...)
- bien que l'image sociale d'un métier, soit déterminée par les conditions socio-économiques d'exercice de celui-ci (salaire, conditions de travail, « carte de visite »...), analyser les métiers par le prisme de leur utilité sociale et économique.
- « Des jeunes sans projet, qui s'appuient sur un projet même à demi choisi, c'est le succès du Lycée Professionnel »
- Maximiser les passerelles : quand on veut poursuivre des études post LP, il faut le quitter : pourquoi ne pas proposer un nouveau lycée du CAP à la Licence professionnelle ?  
Moyennant de nouvelles organisation, peut-on penser intégrer les 1<sup>ère</sup> d'adaptation en LP ?
- Afin de valoriser l'alternance entreprise/LP, homogénéiser la qualité du tutorat en faisant attention à la qualité des tâches confiées et leur finalité didactique, en relançant, quitte à la financer sur fonds publics, la formation des tuteurs.
- se servir de la démarche technologique et professionnelle pour des apprentissages fondamentaux pourrait permettre une revalorisation de la voie professionnelle au collège ; exemple le vélo pour les multiplications, la notion de couple en physique etc...

### Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la vie professionnelle ?

Avant d'être une question interne au système éducatif la reconnaissance de la voie professionnelle est un problème économique et social :

- les salaires, les conditions de travail, l'image des métiers d'ouvriers et d'employés qualifiés sont-ils réellement attractifs pour les jeunes ?

Conséquence de cette situation, l'orientation continue à fonctionner par l'échec, ceux qui travaillent mal au collège sont orientés vers les LP ou l'apprentissage. Problème : la disparition progressive des redoublements au collège laisse penser aux jeunes qu'en LP, aussi, ils n'auront pas besoin de travailler pour accéder au niveau supérieur (ou à la qualification).

Les messages délivrés par l'institution au plus haut niveau ne valorisent pas toujours l'enseignement professionnel (ex : perception de l'objectif « 80 % d'une classe d'âge au niveau bac »).

Une formation générale et une formation professionnelle demandent un investissement temps important. Les semaines raccourcies de 32 heures ne le permettent pas. Le rythme d'évolution et d'intégration des données n'étant pas le même pour tous, trop souvent les élèves n'ont pas la possibilité de refaire une année, les places étant contingentées et données en priorité à ceux qui montent (pour certains élèves 3 ans seraient nécessaires après la 3<sup>ème</sup> pour obtenir une qualification de niveau V – CAP/BEP)

### *QUESTIONS :*

- Ne faut-il pas permettre aux jeunes de découvrir les métiers tout au long de leur scolarité (et dès l'école primaire) ?

- Si la culture générale et la technologie permettent à l'élève d'évoluer tout au long de sa vie professionnelle (voire même de se reconvertir), n'y a-t-il pas un risque à déprofessionnaliser les diplômés (part de l'enseignement en atelier et des stages en entreprises trop faible en BEP par exemple).

La complémentarité du LP et de l'entreprise doit être développée (tutorat par les maîtres de stage). Ne faut-il pas faire de la voie professionnelle une filière mieux identifiée du CAP au BTS dans les mêmes établissements (redéfinir les BAC PRO, les classes passerelles, ne pas faire de la voie professionnelle une voie technologique au rabais...)

Pour accueillir en LP des élèves aux perspectives ouvertes de qualification, ne faut-il pas éviter de donner une bonification aux élèves suivant des parcours adaptés (procédure PAM traitement d'affectation par informatique contestée) ?

- Quelle place pour les CAP EN LP (partage du public avec les CFA) ?

**DEBAT SUR L'ECOLE**  
**LYCEE PROFESSIONNEL PAUL HERAUD 2003/2004**

Thème N° 2 et Thème N°7

---

**LES OBJECTIFS ET LES PROPOSITIONS**

Autour du thème N° 2

- A. – Accompagner l'autorité éducative des parents, parfois défaillante :
1. Développer la présence et le partenariat avec des personnels spécialisés du champ socio-éducatif et sanitaire : psychologue, éducateur, infirmier, assistant social, médecin.
  2. Prioriser la formation continue des enseignants portant sur ces aspects, afin de rendre plus efficace le partenariat avec les personnels spécialisés.
- B. – Recentrer la mission d'instruction et de formation professionnelle
1. reprendre les fondamentaux contenus dans les programmes, ceux qui permettent la formation tout au long de la vie et stopper les ouvertures éducatives et culturelles tous azimuts.
  2. En augmentant la part des apprentissages en lycée professionnel, transmettre plus fortement des valeurs : l'effort et la responsabilité.

Autour du Thème N° 7

Contre la dépréciation et la méconnaissance de la voie professionnelle.

1. rendre possible un parcours de formation du CAP à la licence professionnelle au LP (qui pourrait changer de dénomination).
2. Proposer l'accès à une culture générale adaptée dont le contenu est à définir et qui fasse socle commun enseignement général, enseignement professionnel et technique.